

RÉGION  
BOURGOGNE  
FRANCHE  
COMTÉ



## « L'EUROPE EST-ELLE TOUJOURS UNE BONNE IDÉE ? »

AVIS CITOYEN

**Journées citoyennes des 5, 6 juillet et 22 septembre 2018**

**organisées par la Région Bourgogne-Franche-Comté en lien  
avec la Maison de l'Europe en Bourgogne-Franche-Comté**



# SOMMAIRE

<b>LE MANDAT</b>	<b>3</b>
<b>PRÉAMBULE</b>	<b>4</b>
<b>NOTRE RAPPORT À L'EUROPE</b>	<b>6</b>
<b>NOTRE VISION DE L'EUROPE</b>	<b>8</b>
<b>L'EUROPE AUJOURD'HUI</b>	<b>9</b>
<b>L'EUROPE DEMAIN</b>	<b>12</b>
<b>LES DÉFIS PRIORITAIRES</b>	<b>15</b>
SANTÉ ET VIEILLISSEMENT	16
MIGRATION ET ASILE	17
TRAVAIL, EMPLOI ET DROITS SOCIAUX	18
ÉDUCATION, FORMATION, JEUNESSE ET CULTURE	19
ALIMENTATION ET AGRICULTURE	20
ENVIRONNEMENT ET CLIMAT	22
ÉCONOMIE, INNOVATION ET POLITIQUE RÉGIONALE	23
SÉCURITÉ, DÉFENSE ET POLITIQUE EXTÉRIEURE	24
L'EUROPE DANS LE MONDE	25
INSTITUTIONS ET GOUVERNANCE	26
<b>CONCLUSION</b>	<b>27</b>

**Mandat confié par  
la Région Bourgogne-Franche-Comté  
aux participants des journées citoyennes  
des 5-6 juillet et 22 septembre 2018  
sur le thème :**

**L'Europe est-elle toujours une bonne idée ?**

Madame, Monsieur,

Au nom du Conseil régional, je vous remercie chaleureusement pour votre participation à ces Journées citoyennes organisées par la Région Bourgogne-Franche-Comté sur le thème : **L'Europe est-elle toujours une bonne idée ?**

Nous nous sommes, en effet, engagés à généraliser l'organisation de Journées citoyennes, réunissant des habitants volontaires et tirés au sort, durant tout notre mandat, pour participer à la construction des politiques publiques.

Nous voulons ainsi que l'action de la Région, tout au long du mandat, soit conçue avec les habitants et les acteurs de la région : entreprises, associations, universités, collectivités... La réussite de l'action politique induit aujourd'hui de nouer cette relation étroite. C'est notamment le sens de la plateforme régionale : <https://jeparticipe.bourgognefranche-comte.fr>

Dans ce cadre, vous participerez :

- à une conférence en ligne le 26 juin avec le directeur de Sciences Po à Dijon, Lukáš Macek, et Pierre Calame, ancien haut-fonctionnaire et spécialiste des questions de gouvernance ;
- à l'une des deux représentations théâtrales « L'Europe à la barre » prévues les 3 et 4 juillet à Dijon (Bistrot de la Scène) et à Besançon (Petit Kursaal) à partir de 20 heures ;
- et aux trois ateliers citoyens des 5-6 juillet et 22 septembre prochains à Besançon, au siège du Conseil régional.

Il s'agit d'échanger avec vous sur l'avenir de l'Union européenne, sa place, ses valeurs, ses priorités, ses défis. Car, depuis quelques années, celle-ci n'est pas ménagée. Plus de soixante ans après la signature du traité de Rome, en 1957, la construction européenne traverse, en effet, une crise profonde.

Les citoyens contestent le prêt-à-penser européen et ses réponses toutes faites. Ils demandent à être entendus pour faire émerger des questions sur leurs attentes, leurs avis sur les priorités de l'Europe, leur place dans l'Europe, la place de l'Europe dans le monde, l'Europe qu'ils désirent pour 2050 ?

Comme vous, ce sont donc 50 citoyens, tirés au sort et volontaires, qui participeront à ces Journées.

Après le 22 septembre prochain, je m'engage à ce que l'avis citoyen, qui émergera de vos échanges, soit porté à connaissance :

- des autorités françaises (Gouvernement) et européennes (Commission, Parlement, Comité européen des régions, Conseil économique et social européen) ;
- des élus régionaux et de l'ensemble des habitants de la région.

Je conclurai simplement en vous invitant à vous exprimer librement. Nous sommes sincèrement engagés dans cette démarche. Nous ne cherchons pas à vous convaincre. Nous ne cherchons pas à ce que l'ensemble des participants se rejoignent sur des points de vue convergents. Nous attendons simplement que vous vous sentiez partie-prenante de ce dialogue citoyen, en toute liberté, et dans la responsabilité que nous assumons les uns et les autres pour que notre société fonctionne au mieux, dans l'intérêt de toutes et de tous.

Marie-Guite Dufay,  
Présidente de la Région  
Bourgogne-Franche-Comté

## PRÉAMBULE

**Nous sommes un groupe de 50 citoyens de Bourgogne-Franche-Comté, de tous âges, de toutes les catégories sociales et des huit départements de la région - Côte-d'Or, Doubs, Haute-Saône, Jura, Nièvre, Saône-et-Loire, Territoire de Belfort et Yonne. La moitié d'entre nous sommes des volontaires inscrits sur la plateforme « [jeparticipe.bourgognefranche-comte](http://jeparticipe.bourgognefranche-comte.fr) » à la suite d'un appel à volontariat de la Région Bourgogne-Franche-Comté, l'autre moitié a été recrutée pour élargir la diversité du panel, afin d'introduire des personnes n'ayant pas manifesté d'intérêt a priori ou des publics spécifiques comme les jeunes.**

Nous nous sommes positionnés sur l'Europe et les institutions européennes. Globalement, nous adhérons au projet de l'Europe. Toutefois, quelques-uns d'entre nous sont totalement sceptiques. Quant à notre positionnement sur les institutions européennes, il est beaucoup plus critique : la moitié d'entre nous s'oriente vers le scepticisme.

Nous avons accepté de participer à ces journées citoyennes de réflexion sur l'Europe pour diverses raisons, parmi lesquelles :

- **un attachement et une relation affective avec l'Europe**, parce que certains d'entre nous sont les enfants de parents de nationalités différentes, sont de nationalités différentes ou sont en couple avec une personne d'un pays voisin de la France ;
- **un attachement au projet européen et aux valeurs communes de l'Europe** comme la cohésion, la démocratie, l'égalité, la solidarité, la liberté, la stabilité, l'objectif de paix et d'union ;
- **l'envie d'en savoir plus sur l'Europe**, qui nous semble éloignée, mal connue, déconnectée, peu visible, compliquée à comprendre dans son fonctionnement et dans les décisions qu'elle prend actuellement ;
- **le fait d'être à une période charnière de l'histoire européenne avec l'arrivée des élections**, la montée des extrêmes-droites en Europe, la sortie du Royaume-Uni, et le sentiment d'inquiétude qui l'accompagne ;
- **l'envie de s'informer**, de donner son point de vue et de débattre avec d'autres citoyens de la région.





Les trois journées citoyennes organisées par la Région Bourgogne-Franche-Comté auxquelles nous avons participé s'inscrivent aussi dans la consultation citoyenne décidée par le Conseil européen, visant à interroger les citoyens sur leurs souhaits pour l'Europe. Notre avis sera donc porté à connaissance des autorités françaises et européennes ; des élus régionaux et de l'ensemble des habitants de la région.

Cette démarche citoyenne a consisté en :

- **deux premières journées citoyennes ayant eu lieu les 5 et 6 juillet 2018** à Besançon, durant lesquelles nous avons eu des temps d'échanges, de débats et d'informations entre participants et avec des intervenants ;
- **une dernière journée citoyenne le 22 septembre 2018** à Besançon durant laquelle nous avons restitué au groupe nos missions d'explorations estivales, enrichi nos propos et approuvé cet avis citoyen.

Étant donné la taille du groupe, nous avons travaillé, la plupart du temps, en sous-groupes, variés dans leur composition, afin que nous puissions tous nous rencontrer. En complément de ces journées citoyennes, nous étions invités à :

Notre avis sera porté à connaissance des autorités françaises et européennes ; des élus régionaux et de l'ensemble des habitants de la région.

- participer à une conférence-débat en ligne entre **Pierre Calame**, président de la fondation Charles Léopold Meyer pour le progrès de l'homme et **Lukáš Macek**, directeur du Campus de Sciences Po Paris à Dijon (synthèse en annexe) ;
- assister à une pièce de théâtre « **L'Europe à la Barre** » présentée par la Région et mise en scène par l'association les Têtes de l'Art (affiche en annexe).
- rencontrer pendant l'été des proches, des élus, des entreprises, centres de formation, agriculteurs, ... nous sommes allés sur le terrain pour confronter nos idées à celles d'autres personnes et pour questionner la place de l'Europe dans les activités des uns et des autres (ou pas), et enrichir nos points de vue.

# NOTRE RAPPORT À L'EUROPE



**Au début des journées citoyennes, nous avons identifié notre ressenti par rapport à l'Europe, souvent interprété par nous comme synonyme de l'Union européenne (UE). Pour ce faire, nous étions invités à compléter une frise du temps de 1925 à aujourd'hui, en notant - à titre personnel et collectif - les éléments clés et marquants de l'histoire européenne. Nous devions respecter un code couleur et indiquer les éléments positifs en jaune (87 éléments) et négatifs en rose (44 éléments).**

Parmi nous, **plusieurs ont été marqués positivement par l'Europe dans leur histoire personnelle** grâce aux voyages dans des pays européens (vacances, échanges scolaires au collège et à l'université) et grâce à des faits marquants comme la chute du mur de Berlin en 1989 (symbole de la paix). Nous sommes nombreux à rappeler - pour celles et ceux qui l'ont vécu - l'impact de certaines grandes décisions européennes dans notre vie quotidienne, telles que les accords Schengen en 1995 et le passage à l'euro en 2002.

À partir de la décennie 1990, nous identifions nettement plus d'événements et de faits négatifs comme le référendum sur la Constitution européenne en 2005, où la parole exprimée n'a pas été respectée, créant de fait une perte de confiance. Plusieurs notent aussi la vitesse rapide à laquelle l'Union européenne s'est agrandie, accentuant la concurrence et la compétition entre pays et minorant la coopération des peuples. L'arrivée de la monnaie unique est perçue de manière contrastée, positivement pour certains et négativement pour d'autres qui ont constaté une augmentation des prix avec sa mise en place. L'accueil des migrants, la politique migratoire menée au niveau européen et le traitement des réfugiés sont vivement critiqués.

Plusieurs notent aussi la vitesse rapide à laquelle l'Union européenne s'est agrandie, accentuant la dimension de concurrence et de compétition entre pays et minorant la coopération des peuples



Plusieurs d'entre nous expriment leurs doutes et leurs interrogations :

- Quelle gouvernance européenne ? L'arrivée de nouveaux membres ne crée-t-elle pas une certaine léthargie dans les décisions ?
- Comment l'Europe peut-elle s'intégrer dans la mondialisation tout en nous protégeant ?
- Quelles règles à l'échelle de l'Europe (impression que certains ne veulent que les « bons côtés » de l'UE) ?
- Quel avenir pour l'Europe ? (montée des partis nationalistes d'extrême-droite, perte de croyance dans le projet européen, Brexit...).
- Comment lutter contre les inégalités et les disparités sociales au sein de l'Europe ?
- Quelle régulation de la libre-circulation ?

Lorsque l'on nous pose la question « *L'Europe pour moi c'est...* », la majorité d'entre nous revient sur le projet initial de l'EU « *celui d'unir plusieurs pays voisins au lendemain de la Seconde guerre mondiale, pour relever le défi de la paix* ». Nous sommes plusieurs à porter un regard critique sur l'écart entre le projet d'origine et l'Europe d'aujourd'hui : « *un beau projet... mais inachevé* », « *un projet audacieux, mais inabouti* », « *une belle idée à la base, mais qui a calé en chemin* », « *un projet vain* ».

**Au niveau de notre groupe, nous ne sommes pas parvenus à identifier un réel projet européen. Nous estimons que la finance est prépondérante et perturbe l'émergence d'un projet politique.**



# NOTRE VISION DE L'EUROPE



Lors de la première journée, nous avons été invités à répondre individuellement aux questions suivantes :

- Qu'est-ce qui me rend fier d'être européen-ne aujourd'hui ?
- Qu'est-ce qui ne me rend pas fier d'être européen-ne aujourd'hui ?
- Qu'est-ce que je considère comme un succès pour l'Europe ?
- Qu'est-ce que je considère comme un échec pour l'Europe ?

Nous avons ensuite mis nos réponses en commun et nous en avons débattu par groupes. Certains points ont fait débat entre nous, certains les ayant identifiés plutôt comme des succès, d'autres au contraire comme des échecs.

Lors de la deuxième journée, nous avons répondu aux quatre mêmes questions, en nous projetant dans l'Europe de demain : « *qu'est-ce qui me rendrait fier d'être européen-ne demain ?* ». **Nous avons ainsi pu définir, dans une perspective prospectiviste, notre vision souhaitée pour l'Europe de demain**, mais aussi la vision que nous rejetons pour l'Europe de demain.



# L'EUROPE AUJOURD'HUI

## DE MANIÈRE GÉNÉRALE

### Ce qui nous rend fiers d'être européen-ne aujourd'hui ? / Ce que l'on considère comme des succès ?

Nous sommes unanimement fiers des valeurs européennes : la solidarité entre pays, la démocratie, l'égalité, la diversité, les droits de l'humain, l'entraide, l'ouverture d'esprit.

Certains se disent fiers de l'Union européenne car c'est une union unique et originale, entre pays. Le maintien de l'Union et le maintien de

la paix en Europe ont aussi été cités comme des succès.

Nous sommes nombreux à être fiers de vivre dans l'espace Schengen, dans lequel prévaut le principe de libre-circulation, dans lequel les personnes peuvent circuler, voyager, échanger, voire s'expatrier librement.

### Ce qui ne nous rend pas fiers d'être européen-ne aujourd'hui / Ce que l'on considère comme des échecs pour l'Europe ?

Nous considérons comme un échec le manque de réelle application des valeurs européennes dans la pratique. Il nous semble que les inégalités perdurent et qu'il n'existe pas d'harmonisation de l'espace européen sur le plan social. La solidarité européenne ne nous semble pas mise en pratique. La montée des populismes en Europe aujourd'hui montre, pour nous, l'échec de la mise en pratique des valeurs européennes. L'unification et la coopération entre les pays nous paraissent limitées.

Nous ne sommes pas fiers de la « désunion » croissante en Europe, notamment de la montée des nationalismes et du Brexit. Certains d'entre nous déplorent un élargissement de l'Union à d'autres pays, trop rapide, qui aurait eu des conséquences néfastes sur l'Europe d'aujourd'hui.

Nous sommes partagés sur l'ouverture des frontières : certains d'entre nous déplorant les contrôles aux frontières et les « fausses libertés de circulation », d'autres, la trop grande ouverture des frontières au sein de l'Europe et vers l'extérieur.

Nous considérons comme un échec le manque de démocratie et d'implication des citoyens en Europe. Nous trouvons que l'Europe actuelle manque de visibilité et que sa politique est trop technocratique et trop détachée de ses citoyens. L'Europe actuelle n'est pas assez représentative et peu, voire pas, démocratique.

Certains d'entre nous considèrent la politique de défense européenne comme un échec.



Si le principe de gouvernance européenne nous rend fiers, grâce à la coopération de tous les pays et du dépassement de l'intérêt national, son application reste complexe. Nous sommes tous d'accord sur le fait qu'il existe des problèmes de gouvernance en Europe, qui empêchent une bonne gestion des crises actuelles (migration, économique, etc.). Pour la plupart d'entre nous, il s'agit avant tout d'un manque de coordination, de coopération, de consensus et de dialogue entre les pays. Cela est dû notamment à l'importance pour chacun des intérêts nationaux, à une sorte de compétition qui perdure entre les pays. Pour certains, les problèmes de gouvernance sont aussi dus aux lourdeurs de l'administration européenne et à une recherche constante de consensus.

## L'EUROPE DANS LE MONDE

### Ce qui nous rend fiers d'être européen-ne aujourd'hui ? / Ce que l'on considère comme des succès ?

Nous sommes plutôt fiers de la puissance mondiale et démocratique européenne, bien qu'elle nous semble encore insuffisante pour peser face aux grandes puissances. Pour certains, ce rayonnement est d'autant plus un succès, qu'il repose sur des valeurs plus humanistes qu'ailleurs. Nous sommes fiers de vivre dans un ensemble qui est une « exception mondiale » (par le nombre de pays impliqués, l'intensité des échanges, les droits européens).

Certains se disent fiers de l'Europe de l'industrie et de l'exploration spatiales ainsi que de sa compétitivité au niveau mondial



### Ce qui ne nous rend pas fiers d'être européen-ne aujourd'hui / Ce que l'on considère comme des échecs pour l'Europe ?

Certains d'entre nous considèrent que l'Europe peine à avoir un poids au niveau diplomatique et à trouver sa place dans le monde. D'autres déplorent le manque d'adéquation

entre les valeurs européennes et sa politique étrangère : nous ressentons un reniement de nos responsabilités dans les problématiques mondiales.

## LES POLITIQUES PUBLIQUES EUROPÉENNES

### Ce qui nous rend fiers d'être européen-ne aujourd'hui ? / Ce que l'on considère comme des succès ?

Nous considérons comme un succès la mise en place de la monnaie unique. Nous sommes fiers de la puissance économique et commerciale, de la compétitivité européenne. Nous considérons la création de subventions et de fonds européens comme un succès. Nous sommes également fiers que l'Europe ait généralement atteint un bon niveau de vie et de développement.

Nous sommes nombreux à être fiers de la qualité du système éducatif et de son accessibilité, même si celui-ci varie d'un pays à l'autre. La promotion des échanges scolaires entre les pays et la promotion des langues sont des éléments de fierté pour nous, mais pourraient être plus

développés : bourses, échanges dès l'école primaire, développement de partenariats entre les pays comme la France et l'Allemagne. Nous nous interrogeons sur la place de l'Europe dans le monde, la qualité de l'enseignement et le taux de réussite des élèves (fuite des cerveaux, déclassification de certains pays dans les classements mondiaux, études récentes négatives...).

Une majorité d'entre nous se dit fière de la politique numérique en Europe : protection des données, condamnation des géants du Web (Airbnb, Amazon, Facebook, Google, etc.), accès à une 4G non surtaxée et harmonisation des forfaits de téléphonie.

Nous sommes fiers  
de la puissance économique  
et commerciale,  
de la compétitivité européenne



### Ce qui ne nous rend pas fiers d'être européen-ne aujourd'hui / Ce que l'on considère comme des échecs pour l'Europe ?

Nous considérons tous unanimement comme un échec, l'accueil des migrants et la politique migratoire dans l'Europe actuelle.

La politique économique menée à l'échelle européenne soulève de nombreux points d'insatisfaction pour nous :

- la focalisation de l'Europe sur l'économie ;
- le manque de protection économique à cause du libre-échange ;
- de trop grandes disparités économiques entre pays et le manque d'harmonisation fiscale ;
- la gestion de la crise de 2008 ;
- la politique d'austérité ;
- la destruction d'emplois ;
- l'augmentation du coût de la vie ;
- la Politique Agricole Commune (PAC)...



# L'EUROPE DEMAIN

## DE MANIÈRE GÉNÉRALE

### Ce qui nous rendrait fiers d'être européen-ne demain ? / Ce que l'on considérerait comme des succès ?

Nous souhaiterions voir advenir une Europe globalement « *plus sociale, plus humaine* », « *unifiée dans sa diversité et sa richesse* », une Europe qui mettrait en pratique les valeurs européennes de solidarité, d'humanisme, de coopération, d'harmonisation, d'égalité des droits et d'entraide.

Nous considérerions comme un succès que l'Union européenne perdure.

L'intensification des échanges, un élargissement de la libre-circulation et de la zone euro sont des souhaits partagés par plusieurs d'entre nous, mais ces points font débat.

### Ce qui ne nous rendrait pas fiers d'être européen-ne demain / Ce que l'on considérerait comme des échecs pour l'Europe ?

Le repli, la fermeture, la montée des populismes et des nationalismes, la perte d'humanisme reviennent beaucoup dans nos réponses. Ces notions s'opposent pour nous aux valeurs européennes. Nous ne serions pas fiers dans le futur, d'une Europe qui a oublié ses valeurs fondamentales et le « *sens de l'action collective* ». La grande majorité d'entre nous considérerait l'éclatement de l'Europe et/ou la dissolution de l'Union européenne (UE) comme un échec. La possible sortie de l'UE d'autres membres que le Royaume-Uni, notamment de la France, dans le futur, nous inquiète également.

Le groupe est également divisé sur la libre-circulation et l'ouverture des frontières, certains s'inquiétant d'une future fermeture des frontières et d'un arrêt des échanges, d'autres au contraire de leur trop grande ouverture.

Nous craignons une « *déconnexion* » dans le futur, entre l'Europe et ses citoyens, une Europe « *qui s'éloigne de la réalité des peuples* », qui ne prendrait pas assez en compte leurs avis et leurs besoins (exprimés notamment par le vote).

L'Europe à laquelle nous aspirons serait plus proche de ses citoyens : plus transparente, elle communiquerait plus sur les décisions prises et serait plus démocratique que l'Europe actuelle.

Nous souhaiterions vivre dans une Europe où la sécurité de tous les États membres est assurée, et dans laquelle la paix est maintenue partout.

Nous aimerions, qu'à l'avenir, l'Europe parle « *d'une seule voix* », que la gouvernance européenne soit plus efficace car plus unie, avec une véritable coopération de tous les États, et qu'elle repose sur un véritable projet politique.



Nous ne serions évidemment pas fiers de voir dans l'avenir, la fin de la paix en Europe et une guerre sur le continent européen.

Nous n'aimerions pas une gouvernance européenne éclatée, qui fragiliserait l'Europe et l'empêcherait de répondre efficacement aux défis actuels et futurs.



## L'EUROPE DANS LE MONDE

### Ce qui nous rendrait fiers d'être européen-ne demain ? / Ce que l'on considérerait comme des succès ?

Nous serions fiers d'une Europe qui serait devenue un acteur majeur et une puissance diplomatique au niveau mondial. L'unité de l'Europe est également pour nous, un point essentiel pour gagner de l'importance au niveau mondial, surtout face aux autres grandes puissances.

Certains d'entre nous seraient fiers que l'Europe soit dans le futur, leader mondial dans le secteur des nouvelles technologies de l'information et de la communication et le secteur spatial.

### Ce qui ne nous rendrait pas fiers d'être européen-ne demain / Ce que l'on considérerait comme des échecs pour l'Europe ?

Nous ne serions pas fiers de vivre dans une Europe qui « *n'existe pas aux yeux du monde* », ni d'une Europe qui n'a pas d'importance diplomatique au niveau mondial. Nous ne voudrions pas être citoyen d'une Europe qui se ferme au reste du monde.

Nous ne serions pas fiers  
de vivre dans une Europe qui  
« n'existe pas aux yeux du monde »





Nous aimerions  
une harmonisation  
économique, sociale  
et fiscale au sein de l'Europe

**Ce qui ne nous rendrait pas fiers d'être européen-ne demain / Ce que l'on considérerait comme des échecs pour l'Europe ?**

Nous n'aimerions pas que les pays d'Europe soient incapables de parvenir à un accord sur une gestion humaine de la question migratoire.

Nous ne serions pas fiers si l'Europe mettait l'économie au premier plan, en oubliant l'humain, notamment sur le plan du droit du travail. L'Europe ne doit pas se limiter à la gestion économique. Nous n'aimerions pas que l'Europe soit dans le futur rongée par la corruption, l'évasion fiscale et soumise aux lobbies.

**LES POLITIQUES PUBLIQUES EUROPÉENNES**

**Ce qui nous rendrait fiers d'être européen-ne demain ? / Ce que l'on considérerait comme des succès ?**

Nous serions, à l'unanimité, fiers d'une Europe, capable de trouver une entente sur la question migratoire et l'accueil des migrants. La réponse apportée devra être celle d'une gestion humaine de la migration, et ce dans tous les pays d'Europe. Pour certains, une plus grande intégration des populations migrantes dans des règles partagées serait un succès.

Nous aimerions une harmonisation économique, sociale et fiscale au sein de l'Europe, ainsi qu'une « humanisation » de l'économie (« remettre l'humain au centre du débat à la place de l'économie »).

Nous souhaitons une mutualisation « des bonnes pratiques d'éducation », une politique d'éducation plus coordonnée au niveau européen, et que l'Europe occupe une place plus importante dans les programmes.

Nous aimerions que l'Europe mette en place une politique environnementale ambitieuse et aboutie, notamment en termes de transition énergétique.

Nous considérerions qu'une politique environnementale inefficace serait un échec pour l'Europe : perduration des énergies fossiles, autorisation des pesticides, fin de la politique de développement durable...



# LES DÉFIS PRIORITAIRES

La question « *L'Europe est-elle toujours une bonne idée ?* » posée par la Présidente de la Région Bourgogne-Franche-Comté ne peut pas faire l'objet d'une réponse simple par oui ou par non. Cela reviendrait à alimenter ces discussions incessantes sur le oui ou le non à l'Europe.

Lukáš Macek, directeur de Sciences Po Dijon, rappelait dans la conférence-débat en ligne l'importance de « *politiser le fonctionnement de l'Union européenne pour que des clivages politiques divers et variés sur des sujets partiels prennent une place beaucoup plus importante et qu'ils*

*relativisent le clivage de base pro / anti-européens qui tue le débat* ». Nous avons répondu à la question posée par la Présidente, en la mettant en lien avec les défis que nous considérons être ceux de ce début du 21<sup>e</sup> siècle.

Pour ce faire, nous avons travaillé sur 10 grandes thématiques, en nous inspirant du travail mené par le panel citoyen européen réuni par la Commission européenne en mai 2018 pour co-élaborer le questionnaire en ligne à destination de tous les pays membres.

## 1 SANTÉ ET VIEILLISSEMENT

## 2 MIGRATION ET ASILE

## 3 TRAVAIL, EMPLOI, DROITS SOCIAUX

## 4 ÉDUCATION, FORMATION, JEUNESSE ET CULTURE

## 5 ALIMENTATION ET AGRICULTURE

## 6 ENVIRONNEMENT ET CLIMAT

## 7 ÉCONOMIE, INNOVATION ET POLITIQUE RÉGIONALE

## 8 SÉCURITÉ, DÉFENSE ET POLITIQUE EXTÉRIEURE

## 9 L'EUROPE DANS LE MONDE

## 10 INSTITUTION ET GOUVERNANCE

Chaque sous-groupe s'est vu assigner, aléatoirement, une thématique de travail. Nous avons identifié collectivement quatre grands défis sur chacune des thématiques de travail, soit au total 40 défis.

À partir de ces 40 défis identifiés, nous avons priorisé les 10 défis prioritaires pour notre siècle via un système de vote. Et nous nous sommes interrogés : *L'Europe est-elle toujours une bonne idée pour répondre à chacun de ces 10 défis ?*

# SANTÉ ET VIEILLISSEMENT

DÉFI 1	Mise en place d'une commission éthique (PMA, libre choix du patient...)
DÉFI 2	Harmonisation des qualifications des professionnels de santé au sein de l'Union européenne
DÉFI 3	Mise en place d'un système de base de protection pour tous
DÉFI 4	Favoriser le brassage intergénérationnel

Sur cette thématique, le défi qui nous a semblé prioritaire est la mise en place d'un système de protection commun à tous en Europe.

## L'Europe est-elle une bonne idée pour relever ce défi ?

*Oui l'Europe est toujours une bonne idée car...*  
Tous les Européens ont les mêmes difficultés dans leur vie et les mêmes besoins de protection de santé. Un système de santé commun permettra de rendre l'Europe plus équitable, plus solidaire et de tirer les meilleures pratiques en santé existantes sur les territoires au niveau européen.

*Nos doutes et réserves sont...*  
Les conditions de sa faisabilité nous semblent

complexes à l'échelle européenne, car chaque État membre est attaché à son propre système de protection sociale et d'assurance maladie. Il serait complexe et contre-productif de vouloir imposer un modèle unique.

Pour autant, l'échelon européen permettrait :

- d'intensifier les efforts en faveur de la recherche médicale (Alzheimer, cancer...);
- de réduire le prix des médicaments;
- de continuer à bénéficier de soins dans un autre pays (carte européenne d'assurance maladie);
- d'échanger des bonnes pratiques, liées à la prise en charge du vieillissement et de la dépendance.



# MIGRATION ET ASILE

DÉFI 1	Réussir une coopération pour la stabilisation économique, sociale et politique des pays en crise (Afrique, Moyen-Orient)
DÉFI 2	Réelle application des dispositifs existants (droit d'asile, respect des quotas)
DÉFI 3	Défi de l'intégration pour les migrants (langue, emploi, culture, formation)
DÉFI 4	Renforcement et meilleure organisation de FRONTEX, anciennement l'Agence européenne pour la gestion de la coopération opérationnelle aux frontières extérieures et aujourd'hui l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes. Avoir plus de moyens et de personnes

Sur cette thématique, le défi qui nous a semblé prioritaire est l'intégration des migrants.

## L'Europe est-elle une bonne idée pour relever ce défi ?

*Oui l'Europe est toujours une bonne idée car...*

Par rapport au défi « intégrer les migrants », l'Europe est toujours une bonne idée pour une partie d'entre nous car l'enjeu migratoire ne peut pas se gérer à un seul pays comme l'Espagne ou l'Italie – les pays proches de la Méditerranée – mais bien de manière collective entre les pays européens. Nous pensons qu'il est impossible de laisser un seul pays accueillir tous les migrants. La solidarité entre les pays doit s'exercer pour disposer d'une répartition équilibrée des populations arrivantes.

Il est également nécessaire d'harmoniser les conditions d'accueil des migrants, et notamment l'accès à l'apprentissage de la langue, d'une formation, d'un emploi. La langue est le vecteur fondamental des valeurs et de l'intégration. Nous devrions nous inspirer du système suédois, qui autorise un démarrage de l'apprentissage de la langue du pays dans lequel se trouve le migrant, sans attendre le droit d'asile.

Il nous semble impératif d'harmoniser les règles et critères d'attribution du droit d'asile au niveau européen. La mise en place d'un OFPRA (Office Français de Protection des Réfugiés et Apatrides) à l'échelle européenne nous semble essentielle. La question du soutien au développement des pays dont les réfugiés proviennent serait coordonnée par cet office européen.

De plus, pour certains d'entre nous, l'accueil et l'intégration des migrants permettra de répondre à la baisse du taux de natalité dans certains des pays européens, d'apporter une nouvelle main d'œuvre, de nouvelles connaissances et plus largement de nouvelles cultures.

*Nos doutes et réserves sont...*

Certains d'entre nous émettent plusieurs réserves quant à l'accueil et l'intégration des migrants :

- Le risque sécuritaire de l'ouverture des frontières ;
- La question identitaire : identités européennes remises en question par l'arrivée de nouvelles populations avec des cultures différentes (langue, religion, etc.)<sup>1</sup> ;
- Le risque sanitaire : problème de santé.

En dehors de ces différentes réserves exprimées par le groupe, plusieurs personnes rappellent que l'Europe doit jouer un rôle de garant des règles fixées pour l'intégration des migrants (respect des quotas par pays).

Il est aussi indispensable de mieux prendre en compte les avis, propositions et actions des acteurs locaux (associations, mairies, acteurs sociaux, missions locales), qui agissent pour intégrer les migrants.

<sup>1</sup> Pour deux d'entre nous, cette notion de différence culturelle doit être dissociée de la question de la pratique religieuse.

# TRAVAIL, EMPLOI ET DROITS SOCIAUX

DÉFI 1	Harmonisation vers le haut des droits sociaux (salaire minimum européen)
DÉFI 2	Harmonisation des diplômes et des formations en Europe
DÉFI 3	Coopération politique pour faire face aux crises et pour les grands projets d'envergure (ex : Airbus)
DÉFI 4	Libre circulation des travailleurs et du travail (mais avec du contrôle)

Sur cette thématique, le défi qui nous a semblé prioritaire est : tirer vers le haut les droits sociaux.

## L'Europe est-elle une bonne idée pour relever ce défi ?

*Oui l'Europe est toujours une bonne idée car...*

Le troisième défi est de tirer vers le haut les droits sociaux. Nous pensons que l'Europe est encore une bonne idée pour réaliser ce défi, car elle crée un mécanisme de solidarité pour aider les pays de l'UE socialement défavorisés et se développer économiquement. L'Europe doit protéger les citoyens et les peuples européens. Nous imaginons par exemple un salaire minimum et un revenu universel pour les pays de l'UE proportionnels au niveau de vie du pays pour éviter le dumping social et les difficultés de développement. Certains expriment l'envie de changer les termes utilisés actuellement, et parler de « contributions sociales » au lieu de « charges sociales ».

Pour le financement du salaire minimum et du revenu universel il faudrait donner priorité au développement social plutôt qu'économique dans le budget de l'UE.

*Nos doutes et réserves concernent...*

La question du financement (« Qui va payer ? » « Souhaitons-nous payer des impôts plus élevés ? ») nous interroge. Certains d'entre nous pointent aussi le risque de perte de compétitivité au sein des entreprises européennes. Si le salaire minimum et le revenu universel ne sont pas proportionnels au niveau de vie de chaque pays, il pourrait y avoir une concurrence entre les pays mêmes.



# ÉDUCATION, FORMATION, JEUNESSE ET CULTURE

DÉFI 1	Instaurer plus de pratique dans les études
DÉFI 2	Favoriser les passerelles entre les pays, et avoir plus de doubles diplômes (type Abibac : bac franco-allemand), côté élèves comme enseignants
DÉFI 3	Parcours scolaire avec plus de souplesse, plus en lien avec le développement de l'enfant et du futur adulte
DÉFI 4	Faciliter et favoriser les reconversions professionnelles

Sur cette thématique, le défi qui nous a semblé prioritaire est l'instauration de passerelles entre les pays.

## L'Europe est-elle une bonne idée pour relever ce défi ?

*Oui l'Europe est toujours une bonne idée car...*

Selon nous, le vrai défi de l'Europe est de passer de quelques pays travaillant ensemble (Allemagne et France) à de multiples coopérations entre les pays membres. Le défi d'une meilleure éducation est primordial. À cet égard, l'Europe est le bon échelon pour « tirer vers le haut » les différents pays, notamment sur l'apprentissage des langues étrangères en accroissant les échanges entre les pays et les doubles diplômes voire en harmonisant la reconnaissance des diplômes.

Il serait également important de forger une identité européenne, en modifiant et en harmonisant les formations dans ce sens, en créant et en labellisant des universités européennes, mais aussi en informant les jeunes des programmes européens de mobilité existants.

Les formations doivent être en adéquation avec le marché du travail européen et valoriser la formation professionnelle, ainsi que l'apprentissage.

Dans tous les pays de l'UE, le coût des études ne doit pas être un obstacle. La création d'un fonds européen dédié pourrait permettre à chaque jeune d'avoir accès aux études.

*Nos doutes et réserves sont...*

Toutefois, il ne nous semble pas pertinent de tendre vers une uniformisation des systèmes éducatifs actuels. Cela créerait une forme d'uniformisation culturelle et un appauvrissement culturel et linguistique. L'Europe ne peut et ne pourrait pas imposer aux pays membres un matériel pédagogique et un enseignement commun (ex : les programmes éducatifs changent en France avec les différents gouvernements en place).

# ALIMENTATION ET AGRICULTURE

## DÉFI 1

Relocalisation de la production alimentaire en préservant le savoir-faire de nos terroirs

## DÉFI 2

Inciter les populations à vivre en campagne en améliorant et développant les services (écoles, commerces, réseau)

## DÉFI 3

Uniformiser les normes sanitaires dans la production alimentaire en Europe

## DÉFI 4

S'orienter vers une transition de l'agriculture plus respectueuse de l'environnement et du bien-être animal

Sur cette thématique, le défi qui nous a semblé prioritaire est la transition de l'agriculture pour qu'elle soit plus respectueuse de l'environnement et du bien-être animal.

### L'Europe est-elle une bonne idée pour relever ce défi ?

L'Europe est encore une bonne idée pour relever le défi d'« une transition de l'agriculture plus respectueuse de l'environnement et du bien-être animal » car elle peut imposer des règles strictes quant à l'utilisation de produits chimiques au sein de l'agriculture dans la zone UE et soutenir économiquement les agriculteurs allant vers cette transition.

Mais si l'Europe a un rôle à jouer sur ce sujet, elle est loin de relever le défi car il existe beaucoup de disparités entre les pays pour l'utilisation de produits chimiques (ex : glyphosate) et que les subventions actuelles de la Politique Agricole Commune (PAC) privilégient l'agriculture intensive et l'agrochimie. Nous souhaiterions que la PAC privilégie davantage les pratiques respectueuses de l'environnement et du bien-être animal et humain.

L'Europe doit donc pour relever ce défi :

- définir un nouveau modèle économique européen faisant le choix d'une économie durable et solidaire ;
- mettre en place un agenda rural européen pour favoriser et programmer la transition (tant dans la production que la réduction du gaspillage des ressources alimentaires) ;

- défendre ce type d'agriculture dans les contrats et accords internationaux ;
- uniformiser les usages en Europe par des normes et des impositions tout en préservant les savoir-faire locaux ;



- disposer de règles harmonisées dans tous les pays, notamment sur le plan législatif et financier. Il s'agira notamment que la PAC soutienne cette mutation et que les agriculteurs et éleveurs, qui font la transition, ne se retrouvent pas de fait hors des aides de la PAC. Jusqu'à présent celles-ci privilégient l'évolution du modèle vers une agriculture industrielle ;
- donner une lisibilité aux citoyens par la création de labels (ex : circuit court, « petites » exploitations, bien-être animal, qualité de l'alimentation humaine) ;
- former les agriculteurs à la gestion administrative pour mieux accéder notamment aux aides européennes (ex : traçabilité) - enjeu de clarification des aides ;
- lutter contre les zones blanches rendant plus difficile le travail administratif des agriculteurs ;
- Mieux résister aux lobbys et sanctionner les fraudeurs (ex : obligation de paiement des amendes - une plus grande transparence sur la question du « qui paye quoi à qui ? »).

*Nos doutes et réserves sont...*

Certains d'entre nous questionnent cette mutation du modèle agricole :

- L'élevage industriel permet des coûts bas, ce qui est favorable à la population, et aux contrats d'exportation. Comment la mutation du modèle préserve-t-elle ces éléments ?
- La mutation de l'ensemble du modèle est-elle possible ? Ne va-t-elle pas provoquer des pénuries ?
- Les pesticides et autres produits chimiques aujourd'hui dans l'agriculture ont apporté des progrès. Peut-on s'en passer ?
- Faut-il acheter un produit bio en provenance de l'autre bout du monde ?
- Quel lien entre les discours et les actes ? Aujourd'hui, certains demandent des commerces locaux et ne s'y rendent pas eux-mêmes. Comment inciter les populations à vivre en cohérence avec leurs exigences ?
- Que fait-on dans les régions identifiées avec de nombreuses zones polluées (ex : Bretagne) ?



# ENVIRONNEMENT ET CLIMAT

DÉFI 1	Favoriser la transition énergétique (du fossile vers le renouvelable)
DÉFI 2	Préserver la biodiversité et les écosystèmes
DÉFI 3	Limiter et recycler les déchets
DÉFI 4	Gérer de manière raisonnée les ressources naturelles

Sur cette thématique, le défi qui nous a semblé prioritaire est la transition énergétique : du fossile vers le renouvelable.

## L'Europe est-elle une bonne idée pour relever ce défi ?

L'Europe pour nous est toujours une bonne idée pour relever le défi d'une transition énergétique car elle est en capacité de mutualiser les moyens financiers et de lever des fonds, comme avec le plan Juncker sur la transition énergétique. Elle peut aussi mutualiser les recherches sur ce sujet, les différents outils existants, les sources d'énergies renouvelables. Elle disposera d'une connaissance plus fine de la répartition de la production d'énergie à opérer selon la géographie des territoires (au sud pour les panneaux solaires, etc.). La filière du recyclage serait aussi à développer dans une logique d'économie d'énergie et de réutilisation des ressources.

Pour nous, l'Europe a d'autant plus intérêt à le faire que nous sommes très dépendants du gaz russe et du pétrole du Moyen-Orient. En priorisant ce défi, nous tendrions vers l'autonomie et l'indépendance énergétiques.

Enfin, dans ce domaine, l'Europe est toujours une bonne idée car les taxes des produits polluants et les incitations en direction des entreprises prennent plus de sens à l'échelle de l'Europe qu'à la stricte échelle d'un pays. Par exemple, une taxe carbone européenne pourrait compenser le coût environnemental réel lié au transport. Cette taxe pourrait permettre de développer le ferroutage.

Il serait, par ailleurs, approprié de créer une agence européenne de l'énergie indépendante et transparente pour les citoyens européens (accessible pour des questions, des informations, etc.). Cette agence serait contraignante vis-à-vis

des institutions existantes au niveau des États, afin de coordonner les investissements et la recherche (exemple du développement de l'hydrogène et de la fusion froide comme sources d'énergie pour l'avenir).

*Nos doutes et réserves sont...*

Cependant, relever ce défi semble difficile à l'échelle de l'Europe, tant les positions des pays sur le sujet sont diverses et le consensus difficile (sauf si l'agence européenne citée ci-dessus était créée).

Certains d'entre nous rappellent que cette transition vers des énergies renouvelables « prend du temps ». Par ailleurs, dans la compétition internationale sur le développement des énergies renouvelables qui se joue : « il faut être prêt maintenant » ! Le développement des énergies renouvelables est trop lié à des logiques purement économiques et financières. Plusieurs d'entre nous émettent la crainte d'échanger une dépendance énergétique contre une autre, et que nous serons à nouveau dépendants de grandes puissances (ex : les panneaux solaires chinois).

Plutôt que de partir de grands rassemblements du type COP 21, il est nécessaire pour nous d'avoir des conférences à différents échelons administratifs (différentes échelles géographiques incluant par exemple des zones transfrontalières ; logiques géographiques essentiellement), réunissant des élus locaux, des chercheurs et des citoyens. Ces réflexions nourriront les orientations de l'agence de l'énergie (consultation).

Autres idées sur notre thématique générale :

- biodiversité et écologie urbaine : s'interroger sur la ville de demain ;
- soutenir la circulation à vélo ;
- établir un cahier des charges pour guider le travail des SCOT ;
- éviter le gaspillage qui génère de l'appauvrissement.

# ÉCONOMIE, INNOVATION ET POLITIQUE RÉGIONALE

DÉFI 1	Orienter la recherche et le développement pour sortir des énergies fossiles à l'horizon de 2035
DÉFI 2	Rééquilibrer le développement économique des différents pays
DÉFI 3	Promouvoir des projets transnationaux
DÉFI 4	Augmenter le budget européen, se mettre d'accord sur le budget entre pays

Sur cette thématique, le défi qui nous a semblé prioritaire est le développement de la recherche pour sortir des énergies fossiles à l'horizon de 2035.

## L'Europe est-elle une bonne idée pour relever ce défi ?

*Oui l'Europe est toujours une bonne idée car...*

L'Europe, selon nous, permet de relever le défi industriel et d'assurer la transition énergétique, en se basant sur l'indépendance énergétique et industrielle. À son échelle, elle peut, favoriser la coopération entre les différents pays membres.

Nous pensons que l'Europe est une bonne idée car elle pourrait apporter son soutien à la recherche dans ce domaine, contribuer au développement d'autres types d'énergies, et soutenir les bonnes pratiques encourageant la transition énergétique.

Nous pourrions, par exemple, imaginer - dans un futur souhaitable et à l'échelle européenne - produire une énergie commune et propre, avec des normes communes, à l'inverse de ce qui se fait aujourd'hui en termes de dispersion des énergies.

Le rééquilibrage du développement économique des différents pays doit aussi s'appuyer sur un Euro fort et indépendant des autres monnaies (dollar, yen, etc.).

Pour mener à bien l'ensemble de ces mesures, il convient d'augmenter substantiellement le budget européen.



## Nos doutes et réserves sont...

Certains d'entre nous ne pensent pas que l'Europe soit une bonne idée pour relever ce défi pour diverses raisons :

- aujourd'hui, chaque pays de la zone européenne développe sa ou ses technologies (éolien, photovoltaïque...), avec très peu de logique de coopération sur ce sujet ;
- un meilleur respect des règles budgétaires permettra de meilleures ressources pour investir ;
- nous pensons que la politique régionale ne s'adresse pas à ses territoires ruraux. Ce sont les métropoles qui captent une grande partie des fonds européens au détriment des autres territoires.

# SÉCURITÉ, DÉFENSE ET POLITIQUE EXTÉRIEURE

DÉFI 1	Migrations (coopération des pays, réformer le traité de Dublin, aide au développement du continent africain, respect des quotas)
DÉFI 2	Défense européenne (coopération pour la sécurité, sortir de l'OTAN, armée européenne)
DÉFI 3	Diplomatie (parler d'une seule et même voix, respecter les décisions prises)
DÉFI 4	Gouvernance (Fédéralisme ? Gouvernement supra national ? Comment tendre vers le fédéralisme ? Harmonisation - République européenne ?)

Sur cette thématique, le défi qui nous a semblé prioritaire est la construction d'une défense européenne.

## **L'Europe est-elle une bonne idée pour relever ce défi ?**

*Oui l'Europe est toujours une bonne idée car...*

L'Eurobaromètre montre que 94 % des personnes interrogées sont favorables à une politique de défense européenne. Pour certains d'entre nous, disposer d'une défense commune permettrait - sans perdre la souveraineté nationale - de faire contrepoids à de grands pays, comme les États-Unis, la Chine ou la Russie.

Se pose aussi la question du sens donné au mot « défense » : s'agit-il de créer une armée européenne propre aux actions sur le terrain local (le territoire européen) ou internationale en cas de conflits avec un armement « made in Europe » ? Ou s'agit-il uniquement de renforcer le pouvoir de la Politique de Sécurité et de Défense Commune (PSDC) ?.

Une coopération européenne plus accrue en matière de défense permettrait de se positionner à l'échelle mondiale (contrecarrer l'OTAN ?) et d'anticiper le danger, en mettant en place des moyens de lutte plus efficaces contre le terrorisme.

Ce projet pourrait permettre à l'Europe de

faire partie intégrante de l'ONU, car elle n'a aujourd'hui qu'un statut « d'observateur » amélioré.

Un projet commun de défense permettrait de disposer de plus de moyens pour développer un armement plus sophistiqué et moins coûteux.

*Nos doutes et réserves sont...*

La défense (ou armée, en fonction de l'interprétation de chacun) est une question de « souveraineté nationale ».

Sommes-nous prêts à une souveraineté européenne ? S'ajoute à cet argument l'impossibilité d'obtenir un consensus aujourd'hui à 27 pays sur la possible intervention ou non à l'international.

En effet, la mise en place d'une armée commune est plus complexe, du fait des problèmes liés au fonctionnement, au budget.

EX : le Groupement tactique de l'UE (GTUE) (ou), existant depuis plus de 10 ans, ne peut être déployé du fait de lourdeurs administratives et du désaccord entre les États membres sur son financement.

L'une des autres difficultés réside dans le manque de confiance souligné entre les pays européens (espionnage).

# L'EUROPE DANS LE MONDE

DÉFI 1	Étendre ou réduire les frontières de l'Union européenne ?
DÉFI 2	Comment voit-on les frontières de l'Europe ?
DÉFI 3	Retrouver une forte identité européenne, appartenance, fierté
DÉFI 4	Mettre en place une politique commune de défense

Sur cette thématique, le défi qui nous a semblé prioritaire est la concrétisation d'une identité européenne, qui nous permettrait de trouver une place dans le monde.

## L'Europe est-elle une bonne idée pour relever ce défi ?

*Oui l'Europe est toujours une bonne idée car...*

Aujourd'hui, l'Europe a pour nous du poids dans le monde car elle parle d'une seule voix sur les défis écologiques (accord de Paris où l'Europe a parlé d'une seule voix), les accords commerciaux, les aides au développement et elle joue un rôle au niveau diplomatique. L'identité européenne est bien perçue à l'extérieur de l'Union européenne, comme une puissance avec des valeurs sociales et culturelles.

Notre identité européenne existe déjà : drapeau européen, monnaie unique... Nous disposons d'une histoire commune, liée à l'union après la Seconde guerre mondiale. Nous avons donc appris de nos erreurs, et nous bénéficions d'un passé commun. Néanmoins, au-delà de ces aspects, positions dans le groupe varient sur le fait de se sentir « citoyen européen ».

*Nos doutes et réserves sont...*

Au même titre que d'autres défis à relever, la difficulté pour nous réside dans le manque de position commune et de représentant unique (lorsque je dois contacter l'Europe, qui appeler ?). Par ailleurs, aujourd'hui à l'échelle européenne, chaque État agit comme il le souhaite. Au niveau international, l'Europe ne semble ainsi pas toujours très unie, tant dans ses relations interpersonnelles que dans ses positions (ex : glyphosate).

Sur certains dossiers, qui doivent être portés à une échelle plus vaste que les nations, notre

souhait serait que, l'Europe parle d'une seule voix et pèse sur la scène internationale.

Actuellement, il manque une alliance :

- politique entre les différents pays (absence de représentation diplomatique unique, absence de représentation européenne unique au sein de l'ONU) ;
- économique ;
- identitaire (différentes nationalités : tensions entre les différentes identités nationales, quelle identité européenne ?).

Une réserve est aussi relevée quant au manque d'informations : informations uniquement nationales, carence d'informations européennes (propositions d'intégration d'une information européenne régulière et positive sur les chaînes nationales, et de créations d'une chaîne ou d'un média européen avec une diffusion grand public).

Aujourd'hui, comment se sentir citoyen européen ? Comment se lier aux autres citoyens européens ? Comment s'unir, par exemple, à un citoyen autrichien ? Après la paix, au départ, quel lien commun tisser aujourd'hui avec d'autres membres de l'UE ? Peut-être conviendrait-il de développer les informations sur les autres pays, notamment leur histoire, leur parcours, leur actualité et leurs diverses préoccupations, afin d'être plus ouvert aux autres pays (Ex. développer la démocratie participative pas uniquement sur le territoire national mais au sein des pays de l'UE, via un média permettant de consulter des citoyens de différents pays et de centraliser les résultats ; favoriser les échanges porteurs d'idées entre différents pays et notamment faciliter les échanges par rapport à la pratique des langues étrangères).

# INSTITUTIONS ET GOUVERNANCE

DÉFI 1	Simplifier les structures pour accélérer les processus et simplifier les prises de décisions
DÉFI 2	Consultation des citoyens plus régulières (sur les affaires européennes, sur l'international)
DÉFI 3	Amélioration de la compréhension de l'Europe et de la communication sur l'Europe (comment parler de l'Europe aujourd'hui ? Via quels moyens de communication, avec quels outils ?)
DÉFI 4	Réduire le nombre de députés sur la base d'un principe démographique

Sur cette thématique, le défi qui nous a semblé prioritaire est le fait d'améliorer la compréhension et la communication en Europe et sur l'Europe.

## L'Europe est-elle une bonne idée pour relever ce défi ?

*Oui l'Europe est toujours une bonne idée car...*

Nous pensons qu'il serait intéressant, pour améliorer la compréhension et la communication sur l'Europe de :

- Favoriser l'incarnation du projet européen par les eurodéputés : que ceux-ci soient plus en proximité et plus accessibles pour les citoyens, qu'ils soient le vecteur du projet européen, des actions financées par l'Europe, qu'ils représentent mieux les enjeux des citoyens qu'ils représentent ;
- Instaurer une campagne média (TV + Internet) ;
- Renforcer les interventions en milieu scolaire sur l'Europe.

Pour ce faire, nous pourrions mettre en place au niveau européen :

- une presse traitant des questions européennes et dédiée aux jeunes, aux enfants, diffusées à l'échelle de l'UE ;
- un plan médiatique sur l'Europe (TV internet, tous supports) avec pour objectifs de délivrer une information valorisant les actions portées par l'UE, les projets financés ;

- une chaîne de TV européenne qui diffuserait de l'information en continu, l'actualité des pays européens ainsi que des débats / conférences ; une meilleure place pour l'information en milieu scolaire dès le primaire : échanges avec les correspondants à distance (en visio-conférence par exemple) dans une langue étrangère, nous appuyer sur des villes jumelées ;
- une structure d'intervention par pays pour l'organisation de conférences ludiques, de pièces de théâtres.

D'ores et déjà, nous identifions plusieurs barrières pour relever ce défi :

- Financement de la chaîne ;
- Langue utilisée ;
- Ingérence européenne sur les programmes scolaires ;
- Ces actions ne sont possibles qu'à la condition qu'une politique d'éducation aux médias soit mise en place à l'échelle européenne.

Par ailleurs, le renouvellement du fonctionnement des institutions (consultations citoyennes plus nombreuses, listes transnationales) pourrait aider à transformer le projet européen.

# CONCLUSION

**Pour conclure, nous souhaiterions adresser quelques messages clés à notre Présidente de Région, qui portera demain cet avis auprès de son équipe, et auprès du gouvernement à l'échelle nationale dans le cadre des consultations européennes impulsées par Emmanuel Macron.**

Nous avons identifié ensemble dix chantiers prioritaires pour lesquels nous avons confronté nos idées et nos suggestions. À nos yeux, ces dix chantiers constituent des urgences pour cette première partie du 21<sup>e</sup> siècle. Nous souhaitons donc que des politiques publiques y répondent rapidement. Cette confrontation de points de vue a, néanmoins, mis en évidence la difficulté que nous avons eu à dégager une vision commune des intérêts et risques de la prise en charge par l'Europe de ces défis. En revanche, nous disposons d'une vision partagée des priorités urgentes, qui requièrent une réponse et une action politique.

Nous souhaitons que le rapport entre les citoyens et les institutions européennes se renouvelle du « bas » vers le « haut », en donnant aux citoyens le pouvoir d'interpeller les institutions européennes plus facilement que par des procédures d'initiatives citoyennes jugées actuellement trop lourdes. Nous souhaitons aussi que ce renouvellement se traduise de « haut » en « bas » via la consultation et la concertation plus régulière des citoyens de l'Union européenne comme dans le cadre de cette démarche. Nous avons également pensé à une logique d'initiatives citoyennes inversée : avant la prise de décision, les institutions européennes, sur certaines questions clefs, s'appuieraient sur la collecte d'un million de signatures de citoyens dans au moins 10 pays européens.

Aujourd'hui, les institutions européennes nous semblent éloignées et non incarnées dans nos territoires de vie. Plus de présence en proximité, autrement que par un logo sur tel ou tel projet, nous paraît être prioritaire. Nous faisons le constat partagé d'un déficit d'information à plusieurs niveaux : à l'échelle des institutions européennes elles-mêmes (Parlement européen, Conseil européen, Commission européenne...) et à l'échelle de l'action européenne dans

nos territoires et dans nos régions. Mais, nous sommes co-responsables de ce déficit d'information. Les citoyens ont à s'informer, à utiliser les sources existantes et à se prémunir contre les fausses informations. Par ailleurs, nous attendons un travail de la part des institutions européennes, destiné à les rendre plus compréhensibles (fonctionnement, décisions, évolutions), plus visibles et plus proches des citoyens. L'Europe doit ainsi rentrer dans les classes. L'information doit aussi concerner les autres pays d'Europe, leurs problèmes, leurs citoyens, leurs solutions. A ce titre, la Région peut-elle jouer un rôle actif ?

Nous souhaiterions également que l'Europe, face aux mutations du monde actuel, nous protège et soit forte sur la scène internationale.

Nous attendons aussi une nouvelle dynamique en Europe, en rupture avec l'Europe des finances ou des lobbies telle que nous la percevons aujourd'hui. Nous souhaiterions voir advenir une Europe globalement plus sociale, plus humaine, unifiée dans sa diversité et sa richesse, une Europe qui mettrait en pratique les valeurs européennes de solidarité, d'humanisme, de coopération, d'harmonisation, d'égalité des droits et d'entraide. Nous craignons, notamment, une uniformisation et un nivellement des actions, des politiques et des services publics. En revanche, nous plaçons nos espoirs dans une harmonisation par le haut des meilleures pratiques observées au sein de l'Europe, même si ce processus prendra nécessairement du temps. Sur le plan des cultures, nous souhaitons conserver la richesse des singularités nationales et locales, et les partager avec les autres citoyens d'Europe.

**L'enjeu est de taille : il est urgent de se saisir de l'enjeu européen, et de construire notre projet politique contemporain pour répondre aux défis qui sont les nôtres. Aujourd'hui, les justifications de la construction de l'Europe dans l'immédiat après-guerre ne suffisent plus à constituer le projet européen. Comme nous l'avons décrit pour les 10 défis que nous avons retenu : il y a urgence d'agir au profit des européens et du monde.**

RÉGION  
BOURGOGNE  
FRANCHE  
COMTE

# L'EUROPE À LA BARRE

Mis en scène par Bruno Deleu - Ecrit par Sam Khebizi

ET SI LA MEILLEURE  
FAÇON  
DE PENSER L'EUROPE  
ÉTAIT D'EN FAIRE  
LE PROCÈS ?

• Mardi 3 juillet 2018 à 20 h

Bistrot de la Scène, Dijon

• Mercredi 4 juillet à 20 h

Kursaal, Besançon

Inscription sur  
[jeparticipe.bourgognefranche-comte.fr](http://jeparticipe.bourgognefranche-comte.fr)

ou en passant à la Maison de l'Europe  
26 rue de la République, Besançon  
37 boulevard de la Trémouille, Dijon

// Entrée libre et gratuite //



LES TÊTES  
DE L'ART

RÉVÉLATEURS D'OPTIMISME

CREATION ORIGINALE!

+ d'infos : [www.lestetesdelart.fr](http://www.lestetesdelart.fr)



MAISON DE  
Europe  
BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE



LEADER D'EUROPE

Événement  
labellisé

QUELLE  
EST VOTRE EUROPE

Commissariat général  
à l'Égalité

# L'EUROPE EST-ELLE TOUJOURS UNE BONNE IDÉE ?

**L'Europe fait face à différentes crises : l'euro, les migrations, les populismes, le défi politique et démocratique... Un des enjeux clés aujourd'hui est de déterminer le futur de l'Europe avec les attentes de tous.**

**La démarche « L'Europe est-elle toujours une bonne idée » lancée par la Région Bourgogne-Franche-Comté a conduit au débat sur l'Europe. L'avis des citoyens établi les 5 et 6 juillet sera transmis par Marie-Guite Dufay aux autorités françaises et aux institutions européennes.**

**Les intervenants étaient :**

- **Pierre Calame**, président de la fondation Charles Léopold Meyer pour le progrès de l'homme
- **Lukáš Macek**, directeur de Science Po de Dijon

Le débat était animé par **Julien Pea**, directeur de la maison de l'Europe en Bourgogne-Franche-Comté (Réseau Europe Direct).

## **Pierre Calame**

L'Europe a été une très bonne idée : il faut d'abord comprendre pourquoi, puis se demander pourquoi elle est plus nécessaire que jamais et enfin voir que les impasses actuelles nécessitent une « refonte » de l'Europe.

## **Pourquoi l'Europe était-elle une bonne idée ?**

L'entre-deux-guerres protectionniste a provoqué la guerre. À partir de 1943, les Alliés savent qu'ils vont certainement gagner la guerre et se demandent que faire de l'Allemagne. **La réponse a pour objet unique la construction de la paix, c'est la construction de l'Europe.** Les nouveautés tournent autour de 3 éléments :

- **La construction pragmatique, pas à pas** (voulue par Robert Schuman)
- Les questions de **gouvernance** (la Commission européenne formule l'intérêt général et les États ont la décision)
- La dynamique de **jumelage**, afin de dépasser les ressentiments de l'histoire

Il devient alors acquis que l'Europe a besoin d'un droit commun mais pas spécifiquement uniforme, et d'une administration engagée dans ce projet.

**Depuis l'extérieur, 4 points sont intéressants :**

- 1 **Le dépassement des ressentiments**
- 2 **La conciliation des différents systèmes** et la construction d'un **droit commun**
- 3 L'idée de **liaison entre efficacité économique et justice sociale**
- 4 L'idée de **contrat social** et d'une grande **transition à conduire pour aller vers une société durable**. L'Europe n'est pas encore à la hauteur sur ce point-là mais peut assurer un leadership quant à l'invention d'un nouveau modèle économique.

## **Pourquoi le projet de l'Europe est-il plus nécessaire que jamais ?**

Car c'est la seule expérience historique de dépassement pacifique des souverainetés. L'ONU est uniquement un syndicat de gouvernants, dominé par l'idée de souveraineté. Si l'Europe s'effondrait, ce serait un message tragique pour l'humanité car on ne serait pas capable de surmonter nos souverainetés pour gérer le bien commun.

## **Les impasses actuelles sont-elles si grandes que le projet européen doit être refondé ?**

- 1 **La construction de l'Europe par l'unification du marché était le plan B de la construction européenne. L'objectif premier était la paix, grâce à l'Europe de la défense.** La France l'a refusée. L'unification s'est donc faite autour du marché. Petit à petit, l'Europe a été victime de son succès et quand les dictatures de l'Europe du Sud ont disparu, l'élargissement de l'Europe aux démocraties a été inévitable. Puis les pays issus de l'effondrement du bloc soviétique sont aussi entrés dans l'Europe. On ne pouvait humainement leur refuser l'intégration. Or le système, d'abord conçu pour 6, est progressivement devenu un **système inter-gouvernemental où les décisions se prennent à l'unanimité**, ce qui est très compliqué : l'Europe est donc devenue un nain politique.

2 **Un marché unifié ne crée par une communauté de destins.** Il existe l'illusion que, parce qu'il y a une monnaie unique, un passeport européen, des frontières communes, il y aurait un projet commun. Non! Il ne suffit pas d'élections pour construire une communauté.

3 Le marché mondial s'est construit en même temps que le marché unique européen, les droits de douane ont fortement baissé. Contrairement à l'Europe, les États-Unis et la Chine ont une politique industrielle à très long terme. Le seul outil de pouvoir de la Commission est devenu l'imposition de **normes** : elle en use et en abuse (40 000 normes aujourd'hui). **Le marché européen est plus unifié que le marché états-unien mais n'a pas de pouvoir politique.** Ainsi les jeunes pensent que l'Europe a été faite par et pour les lobbys car quand on a des normes uniques pour les PME et des grands groupes, on favorise évidemment les grandes entreprises.

4 **Le passé colonial de l'Europe la rattrape,** notamment avec la crise des migrants et réfugiés. Les filières migratoires ont été créées en 14-18 lorsqu'on avait besoin de chair à canon. C'est la France qui a abattu Kadhafi au nom de la démocratie mais un million de personnes se sont retrouvées sans travail en Libye. Elle critique les Hongrois qui refusent les réfugiés mais qui ne sont pas concernés par ces affaires. La coopération européenne, c'est en partie un modèle de mauvaise gouvernance qui donne des leçons de bonne gouvernance. Sa seule obsession, c'est la libre concurrence mais le vrai problème, c'est de savoir comment on travaille avec l'Afrique. **Une société ne se construit pas sur une somme de droits mais sur un équilibre de droits et de responsabilités,** or l'Europe a un avantage sur la réflexion sur la responsabilité. En effet, selon Jérôme Vignon, ce qui unit les sociétés européennes, ce sont des sociétés de contrats, construites sur ce qui est commun. Or **il n'y a pas eu de travail sur les valeurs européennes, les responsabilités n'ont pas été mises au cœur du projet européen. Celui-ci est devenu invisible, imperceptible, inconsistant.**

Il y a donc un enjeu : celui de reconstruire l'Europe comme une épopée qui ne peut se faire qu'avec les citoyens, en revenant à la base.

#### Quelques réactions

■ Il faut se référer à l'histoire pour comprendre que l'Europe est indispensable : ses 73 ans de paix en sont la preuve et un bienfait pour les populations et le continent.

■ L'Europe est une bonne idée mais cela manque d'une vision, d'un cap, les comptables ont pris le pas sur les visionnaires.

#### Lukáš Macek

### L'Europe pour la paix

L'Europe est une bonne idée et c'est **de loin la meilleure idée de ce bout de continent pour trouver une façon de vivre ensemble à peu près civilisée.** Il a fallu les deux catastrophes des guerres mondiales pour dire que la loi du plus fort est mauvaise pour les plus faibles, mais aussi pour les plus forts, car elle ne fait pas fonctionner le monde. **La guerre est toujours possible sur le continent européen,** la paix ne va pas de soi. La narration de la paix n'est pas suffisante pour convaincre mais elle est nécessaire.

La construction européenne a réalisé quelque chose de fabuleux avec l'élargissement mais a failli dans sa capacité à expliquer son succès.

### Les critiques internes et externes de l'Europe

En interne, **l'Europe a un côté auto-flagellant** : l'Europe est constamment confrontée à des absolus, des idéaux, mais si on regarde le monde, on peut se demander s'il vaut mieux être malade en Europe ou aux États-Unis, citoyen en Europe ou en Russie, travailleur en Chine ou en Europe.

Ce qui est unique, c'est **l'équilibre entre prospérité, libertés politiques et prise en compte d'une aspiration à vivre bien.** Il y a comme un syndrome d'enfants gâtés : les Européens ne réalisent pas la chance d'être nés dans ce bout du monde.

Il y a un **danger externe : certains veulent que l'Europe échoue.** À la fin des années 90, on a pu croire que le modèle libéral avec un fort accent social était l'horizon vers lequel le monde convergeait mais ce n'est pas le cas : le modèle européen est une exception fragile.

#### La clef des complications est dans la main des élites nationales qui ont 2 torts :

Elles **utilisent systématiquement l'Europe comme un bouc émissaire** et une excuse pour des initiatives nécessaires mais qu'ils n'osent pas assumer.

**Elles veulent garder leur monopole politique en empêchant l'émergence d'un espace politique européen** or, elles doivent se mettre en retrait.

### Quelques réactions

- Comment faire une Europe commune mais avec une fiscalité aussi hétérogène ?
- Avec des telles différences comment avoir une Europe FORTE par rapport aux autres grandes puissances économiques mondiales ?
- Le socle commun est-il suffisant (pour éviter les délocalisations...)?

### Pierre Calame

L'Europe a monopolisé pendant 100 ans les matières premières du monde entier et a vécu sur un modèle où les autres étaient subordonnés.

**La redistribution qui s'effectue aujourd'hui est difficile car les échelles de disparités des productivités sont grandes.** Quand l'Allemagne de l'Est a rejoint l'Allemagne de l'Ouest, cela a coûté des milliards de marks car il n'y avait aucune chance qu'une entreprise de l'Est soit compétitive avec la parité du mark.

Ce processus ne s'est pas fait à l'échelle européenne : il n'y a pas eu d'argent pour soutenir les pays entrants donc on a fermé les yeux sur le socle social de ces pays. Il faut s'attaquer au problème historique de savoir comment on rapproche des économies avec des productivités différentes.

### Quelques réactions

- Dans cette Europe, les richesses ne sont pas redistribuées.
- Comment refonder un projet européen qui soit une alternative aux politiques d'austérité et au repli souverainiste ?

### Lukáš Macek

Dans l'Europe à 6, comme dans l'Europe à 15 ou à 28, il y a une **solidarité entre régions qui ont des performances différentes**. Il y a eu un phénomène de rattrapage énorme : par exemple, l'accélération de l'économie de la Roumanie est formidable. Il faut donc se méfier des regards à sens unique. Quand on parle de dumping social à l'échelle européenne, il faut regarder le tableau d'ensemble (par exemple, les emplois sont délocalisés dans les pays de l'Est mais les entreprises y ont été rachetées par des pays occidentaux). C'est très facile de monter les citoyens les uns contre les autres. Mais les étrangers eux voient cette unité.

### Quelques réactions

- Il faut favoriser une avant-garde européenne qui veut aller plus vite.
- Est-ce que l'Europe à 27, c'est trop compliqué ? Est-on condamné à fonctionner selon des coopérations renforcées ?

### Pierre Calame

Oui, on en est réduit à l'impuissance : il faut **retravailler sur la gouvernance européenne**.

**Quant à la nature du modèle économique au niveau mondial, il est à bout de souffle.** La grande redistribution de la richesse s'est matérialisée à l'intérieur des pays par une augmentation des inégalités internes. Par exemple, le revenu moyen polonais s'est rapproché de la moyenne européenne mais 70 % des Polonais n'en ont rien vu. Il y a donc des gagnants et des perdants de la mondialisation et de l'Europe qui suit ce modèle.

Tant qu'il n'y a pas de dynamique citoyenne pour revoir les règles de gouvernance et de communauté, on en sera réduit à des cercles concentriques, des coopérations renforcées entre quelques-uns mais pas communes.

### Quelques réactions

- La sortie de la zone euro nous donnerait de la souveraineté.
- Le référendum de 2005 a imposé aux Français une Europe ultralibérale.

### Lukáš Macek

Du point de vue français, on peut avoir ce point de vue mais c'est hors-sujet : la Constitution a été ratifiée par 20 pays, seulement 2 ont voté contre donc est-ce démocratique de dire « 2 sont contre, on laisse tomber » ? Il y a une renégociation et ce n'est pas un scoop de dire que le compromis s'est fait en faveur de ceux qui ont dit oui. C'est un mauvais procès à l'Europe car c'est une mauvaise façon de définir la démocratie.

Il faut **se demander ce qui est démocratique à l'échelle internationale** et trouver un chemin pour ne pas écraser les petits, s'assurer que ceux-ci se sentent respectés tout en permettant à tous d'avancer.

### Quelques réactions

- Cette consultation est bonne mais elle n'est qu'exceptionnelle.
- Il faut plus de transparence, plus de démocratie, moins de lobbys.
- Comment expliquer le paradoxe entre une Europe très présente au quotidien et le peu de votes qu'elle engendre ?

### Pierre Calame

2005, c'était une parodie de la démocratie. **Ce qu'il faut faire, c'est un débat pour esquisser l'Europe qu'on souhaite.** Ce qui a été voté était un paquet illisible de plein de sujets. De plus, on demandait aux citoyens de graver dans le marbre un prêt-à-penser de libre-marché qui était en fait le plan B de l'Europe. Mettre des bouts de traités les uns après les autres et faire voter par oui ou non, c'est la démocratie ?

### Lukáš Macek

Sur le plan international, qui peut infliger une amende à Facebook ? Le gouvernement français ? Non mais la Commission européenne, oui. **Les lobbys, ce sont des groupes organisés pour défendre leurs intérêts, c'est normal.** De plus en matière de transparence, la France n'a pas de leçons à donner à l'UE qui a été très loin dans la régulation des lobbys.

Elle a aussi fait **beaucoup d'efforts sur la nomination des personnes aux postes-clés.** Chaque candidat pour être commissaire passe par une séance devant les députés européens. J'attends qu'en France, un candidat pour être ministre fasse de même.

Évidemment par rapport à l'idéal (de démocratie, de transparence...), l'UE c'est affreux, mais par rapport à la réalité de ce qu'est la politique nationale ou locale, l'Europe ne s'en sort pas si mal que ça.

### **Quelques réactions**

- Ne faut-il pas se concentrer sur les frontières extérieures ?

### Pierre Calame

**Le retour à la souveraineté, c'est la guerre.** On a l'impression que la guerre est devenue impossible mais on est en concurrence pour des matières premières au sein d'un modèle qui n'est pas durable et qui dépend du pillage de la planète.

**Il faut faciliter les échanges locaux.** La réflexion européenne sur la monnaie n'est pas aboutie. Il ne faut pas la concevoir comme un retour en arrière mais sous l'angle de la pluralité des monnaies pour pouvoir gérer les différents niveaux d'échange.

### **Dans quels domaines l'Europe peut-elle être attendue ?**

Il y a plusieurs défis au 21<sup>e</sup> siècle :

- On a une seule planète et elle est fragile :

il faut **donc se demander comment on construit une communauté de destins**, il faut commencer par un dialogue entre les citoyens et l'Europe .

- **Les valeurs communes sont à construire** et elles doivent se baser sur la notion de **responsabilité de gestion de la planète.** Elles doivent être le reflet du fait que l'on doit prendre en compte l'impact qu'on a sur les autres. Il y a une attente forte envers l'Europe pour cela.

- On doit construire **un mode de gestion qui aille du global au local** : l'Europe a un pouvoir de marché supérieur aux États-Unis mais ne l'utilise pas. Elle a la capacité de tracer les grandes lignes de ce modèle économique viable.

### Lukáš Macek

Concernant les frontières, il y a l'aspiration à la sécurité intérieure du côté des citoyens européens qui regardent beaucoup de choses avec crainte comme les mouvements migratoires, surtout s'ils ont l'impression que ce n'est pas contrôlé. De l'autre côté, il y a un devoir d'humanité.

**Il faut trouver un mélange entre une certaine fermeté et une humanité** et l'Europe a du mal à construire cela. Et il est donc d'autant plus difficile de construire des solutions réellement européennes.

**Un système supranational** serait plus efficace mais les élites n'arrivent pas à lâcher prise et l'Europe se transforme en gigantesque tirelire.

### **Quelques réactions**

- A quand une Europe fédérale ?
- Quand les consultations seront-elles plus régulières ?

### Pierre Calame

Les référendums d'initiative populaire sont très bien faits sur le plan de l'argumentation mais le taux de votation est de l'ordre de 30%.

Le débat sur la nature de la gouvernance est un débat du 19<sup>e</sup> siècle. Car que ce soit la pensée étatiste ou fédéraliste, les deux modèles ont en commun le fait que les problèmes ne peuvent pas être gérés à un seul niveau : même si c'est bien de savoir qui est responsable de quoi, chaque problème nécessite de la coopération entre tous les niveaux et entre les individus. **Ce qu'il faut inventer, c'est une gouvernance multi-niveaux à grande échelle.**

Pour moi, **tous les 25 ans, il faut mettre en place un processus instituant citoyen**, avec une base d'information multilingue et un tirage au sort. La démocratie, ce n'est pas juste le référendum, c'est des citoyens informés qui débattent entre eux et qui se font une opinion. La vraie démocratie, c'est de pouvoir délibérer sur son avenir. Les questions du commun sont fondamentales et complexes.

### Lukáš Macek

## La classe politique est déconnectée pour certains. Vous, vous plaidez pour des élections clivantes ?

Oui, le débat sur la fédéralisation va planter le sujet car on a tous une vision différente de ce qu'est une fédération. **La clé pour faire vivre la démocratie et la politique européennes, ce sont les élections et le Parlement.**

Tout commence dans le choix des candidats politiques : il ne faut pas que ce soit une voie de garage. Il faut que les élus européens aient une vraie légitimité, que quand on les accuse, ils puissent répondre. Il faut sans doute **mettre fin au consensus européen** car on finit par ne plus comprendre qui est responsable de quoi.

Il faut **faire émerger des positions et des clivages**. C'est difficile, surtout dans un contexte où les extrêmes sont hauts, l'espace politique pour les forces qui ne sont pas antisystème s'est réduit, mais il vaut mieux l'investir maintenant que jamais.

Souvent on pense que les institutions européennes sont compliquées mais c'est faux, en tout cas elles ne sont pas plus compliquées que celles de la 5<sup>e</sup> République. Les Français ont l'impression de mieux comprendre mais c'est parce qu'il y a une identification politique avec des visages... la plupart ne connaissent pas la différence entre conseil départemental et conseil régional.

### Quelques réactions

- Le dépassement du court terme et du cadre national est-il encore possible ?

### Pierre Calame

La question n'est pas de savoir si c'est possible mais de se demander si ce n'est pas suicidaire de ne pas le dépasser. À l'échelle du monde, nous sommes dans une crise systémique gigantesque. On épuise la planète, on ne veut pas parler de justice climatique et des migrants climatiques. La crise de la démocratie représentative est partout sauf locale.

La perte de crédibilité des institutions nationales est aussi celle de l'Europe.

**La scène politique doit servir à clarifier les enjeux** : pourquoi n'y a-t-il pas de scène publique permettant d'échanger sur notre vision de l'avenir ?

Si la démocratie n'est pas capable du long terme, vive la dictature, car nous avons un gros problème de long terme ; conduire une mutation systémique. On a une crise qui demande de régler les défis à long terme et c'est là-dessus que doit porter le débat.

### Lukáš Macek

## Pourquoi d'autres ont-ils intérêt à ce que l'Europe n'avance plus ?

Question de rivalité : Poutine a besoin d'empêcher le succès de l'Europe car son régime court un danger mortel si les citoyens russes réalisent que ce qui se passe en Europe est possible pour eux.

Pour les États-Unis, c'est différent car on est liés et alliés. Il reste à savoir si Trump est une anomalie ou une nouvelle normalité des États-Unis.

### Quelques réactions

- Comment l'UE peut être garante des valeurs ? Contrôler les États qui sont extrémistes ?
- Comment gérer la règle de la garantie des libertés et droits fondamentaux ?

### Pierre Calame

Il faut être pragmatique, **ne pas exclure les sanctions** car on a créé des sociétés à irresponsabilités illimitées. L'un des enjeux, c'est de remettre au cœur de la réflexion et de la politique la responsabilité. Un des gros problèmes, c'est de croire que démocratie représentative + droit + marché unique = société mais non ! On ne fait pas une société en additionnant des droits et ça ne fait pas une vision de l'avenir dans le cadre d'une mutation systémique.

### Lukáš Macek

Pour moi, c'est l'exemplarité qui compte. Quand on regarde ce qui se dit sur les forums italiens à propos de l'accrochage de Macron et du gouvernement italien, on lui reproche de critiquer sans être exemplaire. La meilleure

façon de pousser les extrêmes, c'est de faire comme on fait en donnant de l'argent puis en le retirant pour « punir » car ça renforce leur sentiment de forteresse assiégée.

**Le premier devoir de ceux qui critiquent, c'est l'exemplarité** car on passe vite à un discours condescendant est/ouest (même si le clivage n'est pas toujours clair).

Ensuite, il faut aider les forces politiques locales.

### Quelques réactions

- Comment faire confiance à l'Europe alors qu'on a le sentiment qu'elle dicte ce qu'on doit faire ?
- Avec l'Europe, il y a un abandon des services publics pour le privé, quel est l'intérêt ?

## Le logiciel européen est-il trop libéral ?

### Pierre Calame

Oui, le plan B a créé un dogmatisme mais **le défi, c'est bien de se doter d'un modèle économique durable** et non pas d'unifier le marché. Par contre, le critère n'est pas la nature publique ou privée des opérateurs mais la **capacité des opérateurs à dialoguer avec les citoyens**. On n'est pas dans la discussion du statut public ou privé.

### Lukáš Macek

Par rapport à l'ouverture du rail à la concurrence, cela a été convenu entre les États européens, mais on ne dit pas qu'on démantèle les services publics. On peut encore décider sur plusieurs choses : les délégations de service public, le budget...

### Il y a 2 points dans l'UE qu'il me semble essentiel de souligner :

- Il y a une grande diversité de modèles sociaux qui ne convergent pas tous vers le même.
- L'Europe est attaquée des 2 côtés : en France, on critique une Europe ultralibérale tandis qu'en République Tchèque, c'est un complot socialiste contre la liberté.

Je suis gêné par l'expression « prêt-à-penser » européen car on a tous des valeurs et des conceptions différentes. L'idée d'une Europe qui serait populaire car on ferait une politique qui plairait à 70 % de la population, ça n'a pas de sens. **Ce qu'il faut, c'est un débat d'idées. Si on est en minorité, on ne conteste pas le**

**cadre (l'Europe)**. Quand en France, un parti perd les élections, il ne conteste pas la France. On doit se faire à l'idée qu'on est une communauté de citoyens. Mais évidemment nous sommes au début du processus.

## Si vous aviez trois dossiers à mettre sur la table, ce serait lesquels ?

### Pierre Calame

- 1 **Développer la théorie et la pratique d'une gouvernance à multi-niveaux** : prendre au sérieux le slogan « unité et diversité ». Se demander comment on fait coopérer les niveaux pour que chaque contexte local ait des moyens d'intervention dans des principes directeurs élaborés en commun.
- 2 **Le contrat avec l'Afrique** : le continent est confronté à une transition démographique, l'impact du changement climatique. Des millions de jeunes sont prêts à se noyer plutôt que de rester sans avenir. Il faut revoir notre coopération avec l'Afrique qui ne fonctionne pas aujourd'hui.
- 3 **Inventer ensemble le modèle économique de demain**, le débat n'étant pas public ou privé.
- 4 Construire une alliance avec la **Chine sur les filières durables**.
- 5 **Réinventer la démocratie** pour répondre à la crise de la représentation.

### Lukáš Macek

- 1 **Politiser le fonctionnement de l'Europe** pour que des clivages sur des sujets partiels prennent une place plus importante et relativiser le débat « Europe ou pas ? ».
- 2 **Éducation et culture** : on a besoin d'éducation pour faire émerger une logique où la culture européenne existe : Hugo et Goethe font partie du patrimoine européen. Les réalités nationales sont récentes et le substrat culturel européen est très mal vendu dans notre système d'éducation et notre système politique.
- 3 **Construire et assumer un discours sur la fierté d'être européen** : il a de quoi être fier. Il faut faire revivre l'épopée européenne. Les Européens sont trop écrasés par les crimes que l'Europe a commis par le passé mais le chemin fait pour les surmonter et les gestes de réconciliation sont très forts. Peu de pays ont été capables de ce chemin. Il est temps d'être fier de pouvoir tirer des leçons des pires heures de notre passé.



Missions Publiques a accompagné la Région dans l'élaboration et l'animation de ces journées citoyennes.

**RÉGION  
BOURGOGNE  
FRANCHE  
COMTÉ**

4, square Castan  
CS 51 857  
25 031 Besançon CEDEX

0970 289 000

En partenariat avec la Maison de l'Europe  
en Bourgogne-Franche-Comté  
(Réseau Europe Direct)

[www.bourgognefranche-comte.fr](http://www.bourgognefranche-comte.fr)

Retrouvez-nous sur   